

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 152 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2886 - Prix : 1€

Éditorial de Nathalie Arthaud

Non à la campagne raciste contre les immigrés !

Violences faites aux femmes : les révéler ne suffit pas
Page 5

Garage Poinama : la grève c'est l'arme des travailleurs !
Page 7

Grève à SPL Estival
Pages 8 et 9

Le Hamas : la révolte des opprimés n'est pas son combat
Page 10

Bangladesh

La lutte courageuse des travailleurs du textile
Page 12



Non à la campagne raciste contre les immigrés !

N'importe quel crime, n'importe quel drame est instrumentalisé par les démagogues de droite et d'extrême droite pour alimenter les préjugés anti-immigrés et anti-musulmans, de plus en plus présents dans notre société.

Des délinquants poignardent des jeunes dans un bal de campagne et tuent Thomas, 16 ans : pour eux, c'est la faute des Arabes ! Il y a une recrudescence des actes antisémites, un jeune fanatisé qui assassine un enseignant : pour eux, c'est la faute des musulmans !

L'extrême droite accuse en permanence les immigrés, leurs enfants et petits-enfants de détester la France, la liberté, l'égalité et la fraternité !

Ces amalgames racistes sont odieux. Comme si la délinquance, les vols, la drogue ou le terrorisme étaient nés avec l'immigration et propres à une communauté particulière !

Il y a bien des violences dans la société. Une des plus fréquentes est perpétrée au sein du foyer familial. Une femme est tuée tous les trois jours. Cette violence-là détruit des enfants et des familles entières, mais comme elle n'entre pas dans le schéma raciste et communautariste de l'extrême droite, celle-ci s'en moque.

La violence d'une minorité de jeunes délinquants existe, bien sûr, et elle contribue grandement à pourrir la vie des classes populaires. Sur un point de deal, un guetteur de 16 ans peut gagner plus que son père ou sa mère auxiliaire de vie, agent d'entretien ou cuisinier. C'est de l'argent facile et sans principe.

Mais c'est ainsi que tout le système capitaliste fonctionne, avec l'appât du gain et l'enrichissement extravagant d'une toute petite minorité de grands bourgeois sur le dos des exploités condamnés à la précarité et à la pauvreté.

Alors, oui, notre société produit des bandes de jeunes de 15, 18 ou 20 ans qui vivent selon leurs propres règles : le rapport de force, les provocations et la violence. Quelques-uns, mus par la même rage finissent par vouloir entrer au panthéon des djihadistes en se transformant en terroristes.

Cette déshumanisation fait partie des pires maux de la société, et il faut la combattre. Pour y parvenir et offrir une vraie perspective à la jeunesse, il faut remettre en cause les mécanismes à la base de la société capitaliste : l'exploitation, la domination par l'argent et la mise en concurrence des travailleurs.

À l'inverse, les défenseurs du système bourgeois entretiennent un climat de « guerre de civilisations ». C'est le cas de l'extrême droite et de ses perroquets à droite et au gouvernement. C'est aussi le cas des organisations intégristes qui prêchent le djihad. Et il y a des assassins en puissance des deux côtés.

Du côté de l'extrême droite, on l'a vu ce week-end à Romans-sur-Isère, avec l'expédition punitive tentée par quelques dizaines d'apprentis nazis contre un quartier populaire et immigré et les nombreux appels à des « ratonnades ».

Le même danger se manifeste dans d'autres pays. En Irlande, une émeute d'extrême droite a ciblé un quartier immigré. Aux Pays-Bas, le politicien Geert Wilders, islamophobe revendiqué, est arrivé en tête des élections législatives. En Hongrie, en Italie, en Slovaquie et en Pologne, l'extrême droite est au pouvoir. En Allemagne, elle pèse de plus en plus lourd.

C'est dans ce climat nauséabond que le projet de loi Asile et immigration arrive à l'Assemblée nationale. Porté par Darmanin, il réduit le droit des étrangers à l'aide médicale, complique leur régularisation, quand bien même ils travaillent ici depuis des années dans les cuisines des restaurants, sur les chantiers, dans l'aide à la personne ou la sécurité. Et alors que tous enrichissent leurs patrons et paient des cotisations sociales, les allocations familiales et logement leur seraient refusées pendant cinq ans.

Au-delà de l'attaque qu'elle constitue contre les immigrés, cette loi va conforter la xénophobie.

C'est un grave danger pour le monde du travail, composé de femmes et d'hommes de toutes origines et de toutes croyances. Il n'est pas rare que 5, 10 ou 20 nationalités se côtoient dans une même entreprise. Les amalgames, les préjugés, la suspicion et la défiance mutuelle ne peuvent conduire qu'à la division et la paralysie face aux attaques patronales.

La propagande contre les immigrés sert à masquer la domination de classe. Elle cache le responsable de l'évolution catastrophique, barbare de la société : le grand patronat.

Alors qu'à l'échelle de la planète, les travailleurs de différentes origines sont de plus en plus mêlés, alors que la crise et les guerres condamnent de plus en plus de femmes et d'hommes à l'exil, les démagogues veulent nous opposer les uns aux autres. Ne les laissons pas nous intoxiquer. Les seuls ennemis des travailleurs sont leurs exploités, les capitalistes !

Nathalie Arthaud

Projet de remise en cause des droits des chômeurs de plus de 55 ans

Jeudi 23 novembre, Bruno Le Maire a déclaré sur France Info vouloir aligner la durée d'indemnisation chômage des chômeurs de plus de 55 ans sur celle des autres chômeurs.

Les premiers peuvent être indemnisés aujourd'hui pendant une période de 27 mois alors que les seconds n'ont droit qu'à une indemnisation de 18 mois.

Cette différence de traitement avait été introduite dans la loi pour la bonne raison que plus un chômeur est âgé, moins il a de chance de retrouver un emploi. Ce dispositif permettait aussi à un certain nombre de travailleurs de plus de 55 ans de disposer d'un revenu minimum en attendant l'âge de la retraite.

Mais la campagne de Macron expliquant qu'il était juste, avec l'augmentation de l'espérance de vie, de travailler plus longtemps et sa décision de porter l'âge minimum de la retraite de 62 à 64 ans, mettent de fait les travailleurs licenciés de plus de 55 ans dans une situation d'incerti-



tude après avoir consommé leurs 27 mois de droit au chômage.

La justice aurait voulu que l'État leur accorde le droit à un temps plus long d'indemnisation chômage. C'est une décision inverse que préconise de prendre Le Maire en leur mettant la pression pour qu'ils retrouvent un travail, en bonne ou en mauvaise san-

té, sachant de toute façon que ceux qui décident de l'embauche sont les patrons, pas les travailleurs.

Le Maire, comme Macron, montre que sa politique consiste à s'en prendre aux chômeurs pas aux patrons licenciés.

Ce projet de loi inique ne doit pas passer. Il faut s'y opposer !

La Région Réunion au chevet des entreprises réunionnaises

La Région Réunion et la Banque européenne d'investissement ont acté jeudi 2 novembre la création d'un fonds baptisé "FAIRE", le Fonds d'aide à l'investissement régional pour les entreprises. Il met à leur disposition près de 45 millions d'euros.

Huguette Bello, la présidente du Conseil régional, s'est félicité de cet accord qui selon elle devrait permettre de créer 1500 emplois.

Parmi les heureux bénéficiaires, on retrouve la start up Humapro qui a développé « un logiciel optimisant la gestion des Ressources humaines ».

L'optimisation des ressources humaines dans les mains du patronat, cela se traduit inmanquablement par

des suppressions de postes de travail et d'emplois et par une aggravation de l'exploitation des travailleurs !

Et les réformistes de gauche osent encore nous présenter cela comme un progrès !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 1^{er} DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 2 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 3 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00

SAINT-DENIS PLACE PAUL VERGÈS
SAMEDI 16 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00

Glyphosate : une autorisation pour les profits

En accord avec le vote des États nationaux, la Commission européenne a renouvelé pour dix ans l'autorisation du glyphosate, une substance entrant dans la composition de pesticides comme le Roundup, classée par l'OMS comme « cancérogène probable » depuis 2015.

Mais les enjeux économiques sont énormes : le marché mondial annuel des pesticides s'élève à plus de 50 milliards d'euros et le glyphosate est le plus vendu. Alors, les dirigeants politiques, les hauts fonctionnaires se sont une nouvelle fois assis sur leurs principes et sur leurs propres lois, oubliant les préconisations des or-

ganismes de santé et le principe de précaution. Le gouvernement français, qui avait voté contre l'autorisation du pesticide en 2017, s'est abstenu cette fois-ci.

Les défenseurs du glyphosate mettent en avant que son interdiction « *n'est pas faisable et tuerait notre agriculture* », comme l'a encore déclaré dernièrement Macron. D'après eux, il y aurait d'un côté tous les agriculteurs et de l'autre quelques écologistes parisiens coupés de la réalité paysanne. C'est cacher que certains syndicats de paysans, certes minoritaires, comme la Confédération paysanne, sont farouchement opposés au glyphosate. Et

surtout, c'est masquer que les ouvriers agricoles et les agriculteurs, ceux qui le manipulent fréquemment, peuvent en être les premières victimes, à tel point que plusieurs centaines d'entre eux se sont regroupés dans des associations de défense contre ces pesticides.

Pour le glyphosate, comme pour les autres pesticides, dont certains sont d'ailleurs bien plus dangereux, il faudrait faire toute la transparence sur leur production, chercher vraiment, en y mettant les moyens, des alternatives moins polluantes. Mais cela n'est pas à l'ordre du jour d'une agriculture sous domination capitaliste.

Procès de Dupond-Moretti : la bande à Macron

Accusé de prise illégale d'intérêts, Éric Dupond-Moretti rejoint la longue liste des ministres qui ont eu affaire à la justice.

Comme certains collectionnent les cartes Pokemon, Macron collectionne les ministres soumis à une enquête. Gérald Darmanin, Muriel Pénicaud, Olivier Dussopt, Sébastien Lecornu, Laura Flessel, Nathalie Elmas, Chrysoula Zacharopoulou, Da-

mien Abad, Caroline Cayeux, Marlène Schiappa, Bruno Le Maire, Richard Ferrand, François Bayrou...

Voilà la liste, incomplète, de tous ceux qui ont fait l'objet d'une enquête, d'une mise en accusation ou d'un procès.

Dans cette collection, il y aura dorénavant une belle carte : un Garde des Sceaux accusé d'avoir, en tant que ministre, ouvert des enquêtes ad-

ministratives sur trois magistrats qu'il avait critiqués quand il était avocat.

Sous Sarkozy, c'était « *Si on n'a pas de Rollex à 50 ans, on a raté sa vie.* »

Sous Macron, ce sera peut-être : « *Si on n'a pas eu affaire à la justice, on a raté sa carrière politique.* »

Nahel : le policier meurtrier vite libéré

Le policier qui a abattu Nahel le 27 juin dernier à Nanterre est sorti de prison le 15 novembre, par décision du juge d'instruction. Il reste sous contrôle judiciaire, mis en examen pour homicide volontaire, et n'a plus le droit de porter une arme. Mais il peut reprendre son travail et sa vie.

Une fois n'est pas coutume, l'indignation et la colère suscitées par l'exécution filmée du jeune Nahel avaient conduit la justice à mettre l'auteur du tir en détention. Et, au cours de la répression pendant les émeutes de juillet, un autre policier, de Marseille, avait lui aussi été mis en détention provisoire pour avoir grièvement blessé un autre jeune.

L'incarcération de ces deux policiers criminels avait alors entraîné de bruyantes protestations de la part de la profession.

L'émotion et la révolte semblant aujourd'hui retombées, les assassins en uniforme sont remis en liberté. Le policier marseillais a ainsi été libéré le 1er septembre, deux mois et demi avant le responsable de la mort de Nahel. À l'inverse, des dizaines de jeunes qui, eux, n'ont tué personne continuent de croupir en prison. Il faut dire que l'ordre vient d'en haut : Dupond-Moretti, ministre de la Justice, prônait en juillet une réponse judiciaire « *rapide, ferme et systématique* » avec « *des peines sé-*

vères » contre tous les jeunes émeutiers, ou supposés tels. Les procureurs ont suivi avec zèle ses directives.

La remise en liberté du meurtrier de Nahel montre une nouvelle fois que la justice excelle dans la règle du deux poids, deux mesures. Il s'agit aussi de faire passer un message. La police est le bras armé de l'État, chargée de défendre un ordre qui est avant tout celui des plus riches, contre la population, y compris par les moyens les plus brutaux. Dans l'exécution de cette sale besogne, les policiers peuvent compter sur le soutien indéfectible de leurs donneurs d'ordres.

Violences faites aux femmes : les révéler ne suffit pas

Selon le rapport annuel publié par le ministère de l'Intérieur, le nombre de plaintes déposées par des victimes de violences conjugales a doublé en six ans, passant de 121 256 en 2016 à 244 301 en 2022, la Seine-Saint-Denis restant le département où elles sont les plus nombreuses.

Sachant cependant que trois femmes sur quatre ont peur de révéler qu'elles sont battues par leur conjoint, c'est à environ un million par an qu'il faudrait estimer le nombre de victimes. Cela ne signifie pas forcément un accroissement des violences, même si ce n'est pas à exclure, mais plus vraisemblablement que les femmes osent plus qu'avant révéler les sévices qu'elles subissent.

Quelques progrès ont été faits dans les commissariats en matière d'écoute, ne serait-ce qu'en formant

un peu mieux les policiers chargés de recevoir les victimes et en faisant plus largement appel à des policières. En outre, nombre d'associations, de

travailleurs sociaux, de tribunaux, etc., travaillent à redonner confiance aux victimes.

Si porter plainte contre cette violence est déjà un pas, cela ne met pas pour autant les femmes battues en sécurité. Car, une fois la plainte déposée, reste la peur d'avoir à rentrer chez soi faute de refuges en nombre suffisant ; le téléphone « grave danger », qui alerte la police pour qu'elle intervienne vite, n'est pas délivré immédiatement et même si l'auteur des sévices est sous le coup d'une ordonnance censée lui interdire d'approcher sa victime, rien ne l'empêche de le faire. Quand on a affaire à des brutes meurtrières éduquées dans le mépris envers les femmes, les mesures déployées par le gouvernement restent bien insuffisantes.



Méditerranée : le cimetière des migrants

L'*Ocean Viking*, un des navires de sauvetage affrétés par l'ONG SOS Méditerranée, est de nouveau condamné par le gouvernement italien à rester au port pendant vingt jours et à une amende de 3 300 euros. Son tort est en fait d'avoir sauvé la vie de 128 migrants !

Le gouvernement italien, comme l'ensemble des pays européens, multiplie les obstacles juridiques pour empêcher les navires d'aller au secours des migrants qui tentent de traverser la Méditerranée sur des bateaux de fortune. Les bateaux doivent maintenant se rendre « sans délai », une fois le premier sauvetage effectué, dans le port désigné par les autorités italiennes.

Après avoir sauvé 33 personnes, l'*Ocean Viking* devait ainsi rejoindre le port d'Ortona mais, en chemin, il a reçu deux autres appels de détresse. L'*Ocean Viking* les a donc secourus et c'est aujourd'hui ce que lui reproche le gouvernement italien. De



plus, celui-ci dirige les bateaux de secours vers des ports de plus en plus distants des zones d'intervention, de manière à en éloigner les sauveteurs. Cela coûte très cher en carburant aux associations et cela ralentit leur mission de sauvetage.

Le gouvernement italien fait ainsi ouvertement ce que tous les pays riches d'Europe font plus hypocritement. Depuis sa création, Frontex, l'agence européenne de gardes- fron-

tières, s'est donné pour mission de refouler les migrants, et peu importe si c'est vers des pays comme la Libye, où ils sont livrés à l'esclavage et aux mauvais traitements.

L'année 2023 a été particulièrement meurtrière. Au moins 2 188 personnes sont mortes depuis le début de l'année. C'est 50 % de plus que l'an dernier, et ce ne sont que ceux qui ont été officiellement recensés.

Les militaires piaffent

Samedi 11 novembre, le journal *Le Monde* a publié une interview du général Lecointre, chef d'état-major des armées de juillet 2017 à juillet 2021.

Ce dernier y martèle la nécessité de ce qu'il appelle une montée en puissance : selon lui, les États européens doivent urgemment se doter d'un appareil militaire capable d'engager un conflit massif. Il salue le « net engagement » de Macron, qui a impulsé deux lois de programmation militaire : 295 milliards d'euros pour 2019-2025 puis 413 milliards pour

2024-2030. Lecointre se réjouit également de l'augmentation du nombre de réservistes, de 50 000 à 100 000 d'ici 2030.

Mais tout cela ne suffit pas au général. Il déplore que la remontée en puissance « ne fasse pas pour autant de la France une nation et une armée prêtes à s'engager, dans les trois mois, dans une guerre de type Ukraine ». Et surtout, il déplore que la population ne soit pas préparée à la possibilité d'une guerre. Selon lui, il incombe aux dirigeants politiques de « faire comprendre à l'opinion pu-

blique que la situation a atteint un niveau de gravité nécessitant de basculer nos efforts et nos investissements dans d'autres domaines que ceux du bien-être, du social ».

Alors que la guerre économique fait rage et menace l'humanité d'une nouvelle guerre mondiale, les états-majors demandent aux responsables politiques de préparer les populations à s'entretuer pour les intérêts de leurs exploiters. Les travailleurs doivent eux aussi se préparer à défendre leurs intérêts de classe.

Manifestons contre le massacre à Gaza !

Dans les grandes villes de France, depuis plusieurs semaines des manifestations et des rassemblements sont organisés chaque samedi pour dénoncer le massacre de la population palestinienne de Gaza. Lutte ouvrière y est à chaque fois présente pour dénoncer la guerre menée par l'armée israélienne mais aussi la responsabilité des grandes puissances et toutes leurs manœuvres.

La grande majorité des manifestants réclame un cessez-le-feu, dénonce l'envahissement de la bande de Gaza par l'armée israélienne et la colonisation de la Cisjordanie. Elle revendique le droit des Palestiniens à avoir leur propre État.

La situation actuelle est le produit des divisions entre les populations juive et arabe de cette région telles qu'elles ont été créées et entretenues par les grandes puissances. La guerre actuelle est encore en train de les exacerber. En Israël, la population a



été chauffée à blanc par la propagande guerrière de son gouvernement. De l'autre côté, les exactions de l'armée israélienne à Gaza, comme celles des milices formées par les colons en Cisjordanie révoltent toujours plus la population palestinienne et contribuent à la ranger derrière le Hamas, qui se présente comme la seule organisation combattante. Pour les travailleurs et les classes pauvres, palestiniens comme

israéliens, cette évolution dramatique les enfonce dans une impasse.

Les deux peuples, et le peuple palestinien avant tout, payent ainsi d'un prix énorme le maintien de l'ordre impérialiste. Il faut continuer à manifester et Lutte ouvrière appelle à le faire, non seulement pour exprimer la solidarité avec les victimes mais aussi pour affirmer la nécessité d'en finir avec ce système qui écrase les peuples sous les bombes.

Deux élus communistes israéliens contre la barbarie nationaliste

Coup sur coup, en l'espace de deux mois, deux députés communistes israéliens, le juif Oser Cas-sif et la palestinienne Aida Touma-Suleiman, ont été suspendus et exclus des travaux de la Knesset (le parlement israélien) pour avoir fait des « déclarations anti-israéliennes ».

En fait le seul crime de ces deux députés a consisté à dénoncer la guerre d'Israël faite à la population gazaouite et qui a fait plus de 12 000 morts, dont des milliers d'enfants.

« Un enfant est un enfant », a osé affirmer Aida Touma-Suleiman, en appelant à « protéger les civils des deux côtés ».

Les responsables israéliens, armés par l'impérialisme, veulent étouffer l'expression de ceux qui au sein même de la société israélienne s'opposent à leur politique nationaliste menant à la destruction et à la barbarie.

L'aide de la France à l'Ukraine ou à ses capitalistes ?

Dans son édition datée du 20 novembre 2023, le journal économique Les Échos rapporte l'échange qu'il a eu avec Pierre Heilbronn, l'« envoyé spécial de la France pour l'aide et la reconstruction de l'Ukraine ».

Celui-ci rappelle que les entreprises françaises sont les entreprises étrangères qui emploient le plus de travailleurs dans le pays, 35 000, principalement dans les filiales des banques françaises (BNP Paribas, Crédit Agricole), mais aussi dans les entreprises de haute technologie et l'agriculture.

L'« aide » de la France à

l'Ukraine consiste en fait à lui permettre de passer commande auprès des capitalistes français pour réparer ou reconstruire ce que les bombes russes ont détruit sur son territoire. Les commandes ou travaux fournis par les entreprises françaises sont financés par des « prêts conventionnels du Trésor français » et les éventuelles destructions de leurs investissements sont couvertes par une assurance de l'État français. Charge bien sûr ensuite au pays « aidé » de rembourser les sommes avancées par la France.

Et le représentant de la France de

conclure : « Malgré la guerre et l'état de l'économie ukrainienne, il existe en effet des opportunités majeures. L'Ukraine a une base industrielle énorme et est très avancée dans d'autres secteurs, tout particulièrement la tech. Des coopérations sont donc possibles pour des entreprises quelle que soit leur taille ». Que d'attention l'État français a pour ses capitalistes !

En temps de paix, comme en temps de guerre, les affaires continuent et les profits de tomber dans l'escarcelle des capitalistes !

La stratégie de La Poste : faire du fric !

Jeudi novembre les syndicats de La Poste de La Réunion étaient reçus par Philippe Wahl, le PDG du groupe, pour discuter de « la vision stratégique ... à l'horizon 2030 ».

À cette occasion un dirigeant syndicaliste a tenu à rappeler et dénoncer qu'« En 2018, il y avait 1 981 postiers réunionnais. En 2023, ils ne sont plus que 1 543, soit 438 emplois supprimés en 5 ans, ce qui fait une moyenne de 73 emplois en moins par

année. Les départs à la retraite ne sont plus remplacés. Le nombre d'intérimaires a augmenté, ce qui précarise fortement l'emploi. La Poste de La Réunion ne veut plus embaucher en CDI ».

Réduire les effectifs de l'entreprise, baisser les salaires des postiers, fermer les bureaux de postes les moins rentables et augmenter tous les ans ses tarifs de 10 %, c'est effectivement ce à quoi la direction de La

Poste consacre l'essentiel de son énergie pour dégager le maximum de fric, et ce, de plus, au détriment de ses usagers. Voilà sa véritable stratégie qu'elle compte bien poursuivre, à moins que ses travailleurs et les usagers n'y mettent un terme !

DANS LES ENTREPRISES

Garage Poinama : la grève c'est l'arme des travailleurs !

Depuis des mois, huit travailleurs sur 15 du garage "Poinama" à Saint-André étaient sous la menace des conséquences qu'aurait la vente de l'entreprise qui les emploie. Leur patron se contentant de distiller de vagues promesses, tout en s'abstenant de mettre par écrit le moindre engagement les ouvriers se sont mis en grève le 21 novembre 2023 pour exiger le virement des primes dues pour une valeur de 800 euros, la régularisation de la classification et

d'échelon sur les fiches de paie, le montant exact de la prime « honorable » promise à la vente de l'entreprise, la date d'arrivée du repreneur et de livraison de la lessive.

Pendant deux jours, les travailleurs se sont organisés, dressant un chapiteau en bordure de route devant le garage avec musique et grillades...

Ils exigeaient la présence du repreneur à la table de négociation pour qu'il mesure leur détermination

à se faire respecter.

Au bout des deux jours de grève, l'ensemble de leurs revendications a été accepté et a fait l'objet d'un protocole d'accord. Les jours de grève ont même été payés...

Résumant le sentiment des grévistes l'un d'entre eux relevait à la fin de la grève : « *Le respect, ça s'impose !* »

CHU : une bouffée d'oxygène ne suffit pas pour respirer à l'aise !

La grève des hospitaliers de La Réunion qui s'est étalée sur plusieurs semaines en novembre avait pour origine les conséquences du déficit abyssal de 50 millions d'euros et des dettes sociales de 37 millions, que le CHU a accumulés ces dernières années.

Concrètement cela se traduit, comme l'ont expliqué plusieurs représentants syndicaux de l'établissement public de soins, que "L'hôpital ne peut plus payer ses fournisseurs (pharmacie, logistique...), les contractuels voient leurs contrats non renouvelés, le personnel soignant doit pallier ce personnel non renouvelé, ils sont rappelés sur leurs repos, ils se

fatiguent et certains se mettent en arrêt maladie et c'est l'absentéisme qui malheureusement augmente".

Au-delà de la situation sociale, c'est aussi l'absence de remplacements qui pèse sur le personnel. "On a un taux d'absentéisme important avec des équipes insuffisantes", citant pour exemple le cas du service Imagerie où il y a quatre femmes enceintes, mais une seule personne remplacée. Ça prive l'ensemble des équipes de repos et de congés jusqu'à la fin de l'année".

En résumé des économies criminelles de l'État qui se traduisent par la remise en cause de la qualité des soins et l'exténuation des soignants

au travail.

Face à la mobilisation des hospitaliers, le gouvernement a annoncé une augmentation du coefficient géographique de 31 à 34 % pour La Réunion. Si cette mesure réclamée depuis des années par les soignants va apporter quelques millions dans l'escarcelle du CHU, elle est loin de lui permettre de se libérer de sa dette.

Alors il faudra encore bien d'autres luttes pour obtenir que l'État effectue les embauches nécessaires au fonctionnement normal des services dans les hôpitaux de La Réunion, des autres DOM et de l'hexagone !

Grève à la SPL Estival

Les salariés disent non aux licenciements !

Lundi 13 novembre, conducteurs de bus, contrôleurs, employés administratifs et techniques de la SPL Estival, l'entreprise de transport de voyageurs des communes de l'Est ont entamé une grève qui a duré 10 jours.

le PSE, le Plan dit de « Sauvegarde de l'Emploi » proposé par la direction, soutenu par la Cirest (communauté de communes de l'Est), actionnaire à hauteur de 95% de la SPL Estival et par l'administration judiciaire, qui prévoit une réduction des effectifs de 126 à 109 salariés no-

salariés, soit un plus de 75 % du personnel, se sont réunis, dès 6h30 du matin, devant le siège de l'entreprise à la Rivières des Roches à Bras Panon. Sur 16 bus habituellement en circulation, seuls 7 ont roulé. Sur la ligne 1, la plus importante, 2 bus sur 9 faisaient l'aller-retour entre Saint-Benoît et Saint-André.

Sur les banderoles et les pancartes on pouvait lire : « *Non au PSE ! Non aux suppressions de postes !* » « *c'est pa nou la volé* » !

En effet, il est hors de question que les salariés payent pour la gestion catastrophique de la SPL et les dépenses extravagantes de l'ex-PDG qui auraient causé un déficit de 3 millions d'euros en un peu plus de deux ans.

Pendant toute la durée de la grève la mobilisation est restée importante, signe de la détermination des salariés de ne pas se laisser rouler par la direction de la SPL et de la Cirest. Mais il a manqué aux grévistes le contrôle sur leur grève, sur son but et sur ses perspectives. C'est une inter-syndicale qui en a pris la direction, qui a choisi la délégation qui est allée à plusieurs reprises à la rencontre des



La raison de ce mouvement de grève lancé par 5 syndicats sur 6, est

tamment les 8 contrôleurs.

Dès le premier jour de grève, la mobilisation a été importante. 95

élus de la Cirest présidée par Patrice Selly, le maire de Saint-Benoît, provisoirement nommé président de la SPL depuis la révocation du PDG.

C'est ainsi qu'à l'issue de ces pourparlers secrets et à rallonge, sans se soumettre au contrôle des premiers concernés, les grévistes, des

membres de l'intersyndicale ont dit publiquement qu'ils étaient prêts à faire des concessions pour « sauver les emplois », y compris la refonte de la grille salariale avec baisse des salaires !

La grève a été suspendue le 23 novembre sans aucune avancée pour

les salariés. Au plus, la direction de la SPL Estival a proposé l'étalement des retenues sur salaires des jours de grèves et de nouvelles rencontres pour étudier les propositions de l'intersyndicale pour un PSE moins « unilatéral » mais ...concerté !

Selly, Bédier et les autres : tous complices !

De réunion en réunion, Patrice Selly est resté droit dans ses bottes : ce sera le PSE ! Il a renvoyé la discussion à la réunion prochaine du CSE dans l'entreprise, laissant le soin à la direction de la SPL et au mandataire de discuter d'un éventuel nouveau PSE...sans la pression des grévistes !

Quant aux autres des six maires comparses de la Cirest, ils se renvoient la balle avec Selly et profitent

de la situation pour régler des comptes entre eux.

Au cours de la grève, ils ont fait mine de découvrir la situation de la SPL Estival, alors que tous avaient été alertés depuis des mois sur la gabegie de l'ex-PDG, recruté par eux-mêmes, sur ses magouilles, etc. Le maire de Saint-André, prétend soutenir les grévistes et dit avoir été « écarté » des décisions de la Cirest par Selly. Mais s'ils étalent des bisbilles

entre eux ils sont tous d'accord pour faire payer par les travailleurs la facture de leurs manœuvres et incompétences.

Ce ne sont pas aux travailleurs de payer. Que la SPL Estival et la Cirest trouvent l'argent pour maintenir tous les emplois au sein de la société de transport public et sans baisse de salaires !

DANS LE MONDE

GAZA

Le massacre d'un peuple

La trêve de six jours intervenue le 22 novembre entre l'État d'Israël et le Hamas marquera-t-elle un tournant dans la guerre de Gaza ? Même si elle se prolongeait, elle n'effacera pas le massacre et les énormes destructions opérées en plus de sept semaines de bombardements.

Écoles bombardées, bébés mourant dans les hôpitaux sous les bombes faute de possibilité d'évacuation...

Mercredi 15 novembre, le plus grand hôpital de Gaza, l'hôpital al-Shifa, a été pris d'assaut par l'armée israélienne. Samedi 18, 2 300 patients, soignants et déplacés s'y trouvaient encore selon l'ONU, agonisant dans ses murs faute d'eau potable, de nourriture, de soins ou

d'électricité pour faire fonctionner les couveuses et les appareils respiratoires. Des images ont montré des civils abattus comme du gibier par l'armée israélienne alors qu'ils tentaient de fuir les combats. L'argument selon lequel le Hamas utilise les malades comme des boucliers humains et les hôpitaux pour abriter ses quartiers généraux tient de la propagande de guerre : vrai ou faux, les morts sont des civils palestiniens, tués par l'armée israélienne.

Après avoir méthodiquement anéanti la ville de Gaza dans le nord du territoire et fait plus de 14 000 morts, presque tous des civils, l'armée israélienne reste prête à déchaîner le même déluge de feu sur sa partie sud. Des tracts largués sur la

ville de Khan Younes, ont appelé la population à l'évacuer. Mais pour aller où ?

Les deux tiers des 2,3 millions de Gazaouis ont déjà dû fuir vers cette zone, où ils sont désormais bloqués. Privés d'eau, de nourriture, de soins, ils survivent dans des écoles, des hôpitaux ou dans la rue.

En laissant faire Israël, les dirigeants occidentaux sont complices de la tuerie de masse de Gaza. De Biden à Macron en passant par l'ONU, tous ont soutenu et continuent de soutenir « *le droit d'Israël à se défendre* ». Aujourd'hui, ce droit passe par une politique de terreur à l'encontre de la population palestinienne.

La révolte des opprimés n'est pas son combat

Avec la nouvelle guerre à Gaza et la volonté affichée d'Israël d'éradiquer le Hamas, ce parti qui est une branche palestinienne des Frères musulmans a réussi à redorer un blason terni après dix-sept ans à la tête de la bande de Gaza.

Israël a décidé d'évacuer la bande de Gaza en 2005. L'année suivante, bénéficiant de l'échec des accords d'Oslo et du discrédit de l'OLP et du Fatah, le Hamas y remportait les élections. Les dirigeants occidentaux, ne voulant pas reconnaître le succès d'une organisation qu'ils avaient classée comme terroriste, poussèrent le Fatah à remettre en cause le scrutin. Une lutte sanglante opposa alors les milices des deux organisations rivales et déboucha en 2007 sur l'éviction du Fatah de la bande de Gaza.

Si Israël et les puissances impérialistes ont toujours présenté le Hamas comme l'ennemi à abattre, en coulisse elles n'ont jamais cessé d'entretenir des relations directes ou indirectes avec lui. Quant aux Gazaouis, ils ont été confrontés aux difficultés du quotidien liées au blocus économique et militaire permanent, aux multiples guerres, au chômage qui touche 50 % de la population, aux coupures d'électricité de plus de douze heures par jour, à une eau à peine potable et à des impôts sans limite. Les dirigeants du Hamas ont la haute main sur l'économie de l'enclave et taxent fortement toutes les activités, permis de construire, commerces même informels, cigarettes, jusqu'aux cautions de sortie de prison suite à des arrestations souvent arbitraires. Beaucoup critiquent la corruption des cadres du Hamas, qui ne semblent pas souffrir des pénuries d'électricité.



À Gaza, le 30 juillet des manifestants palestiniens contre le Hamas

La population vit sous la surveillance des agents du Hamas en civil. Pourtant, ces dernières années, des mobilisations ont, à plusieurs reprises, émergé. Ainsi, en mars 2019, le hashtag « *Nous voulons vivre* » s'y est répandu. Pendant trois jours, des milliers de jeunes se sont mobilisés contre les impôts et la pauvreté. Pensant que les manifestations se dirigeraient seulement contre Israël et le Fatah, le Hamas a d'abord laissé faire, avant de découvrir qu'il était la cible des manifestants et de les réprimer violemment.

Depuis près de vingt ans, l'état de guerre permanent entre Israël et Gaza a permis au Hamas d'asseoir son pouvoir et de faire taire toute contestation.

La politique du Hamas ne sert pas les intérêts des masses opprimées de la région. La population de Gaza paye au prix fort ses manœuvres cyniques. Le 7 octobre, celles-ci ont sciemment conduit au bain de sang qui a coûté

la vie à des milliers de civils. Il est évident que les dirigeants du Hamas savaient qu'elles entraîneraient la riposte d'Israël qui a transformé Gaza en champ de ruines. Sa posture guerrière et son radicalisme de façade visent à s'affirmer comme le représentant exclusif des Palestiniens et à s'imposer comme seul interlocuteur auprès des grandes puissances et d'Israël, quel que soit le prix payé par la population. Le Hamas ne veut pas être l'expression de la révolte des masses opprimées, et en réalité il la craint. C'est pourtant celle-ci qui peut ouvrir un avenir si elle cherche à renverser l'ordre impérialiste qui, en utilisant tous les clivages religieux, nationaux et politiques, entraîne les peuples dans la barbarie et dans des conflits sans fin.

Biden solidaire de l'armée israélienne

« Une solution à deux États est le seul moyen d'assurer la sécurité à long terme du peuple israélien et du peuple palestinien », a déclaré Biden dans une tribune du journal Washington Post le 18 novembre.

Biden répète mot pour mot ce qu'il avait déjà dit il y a plus de deux ans, en 2021, après des affrontements entre Palestiniens et policiers israéliens sur l'esplanade des Mosquées, et en fait ce que les dirigeants impérialistes ont répété depuis 75 ans, sans empêcher que les Palestiniens se voient dénier tous leurs droits. Parler de la « solution à deux États » n'a jamais été, pour eux et pour Israël, qu'une façon de lanterner les Palestiniens

Biden parle de la façon dont on pourrait parvenir à la paix. Mais cette

paix qu'il évoque maintenant serait la paix des cimetières, une fois que tout sera rasé et que des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants auront été tués. Car quels que soient leurs discours, les dirigeants américains soutiennent la politique jusqu'au-boutiste de Netanyahu, et ils le font par des actes, en finançant l'État d'Israël, en lui donnant les moyens de s'armer. Sauf à de très rares moments, les dirigeants impérialistes n'ont jamais rien fait de sérieux pour pousser les dirigeants israéliens à accepter un véritable règlement politique.

Les dirigeants impérialistes, les Biden et les Macron veulent se donner l'image de dirigeants cherchant à apaiser le conflit. Mais ce n'est qu'une façade, et il serait vain d'es-

pérer qu'ils mettent fin au chaos, car ce chaos, ils l'entretiennent, à commencer par les dirigeants des États-Unis.

S'ils n'ont jamais vraiment agi pour mettre fin au conflit israélo-palestinien, c'est qu'en réalité les dirigeants des États-Unis ont intérêt à sa permanence. La situation de tension fait d'Israël leur fidèle vassal, le gendarme dont ils ont besoin dans cette partie du monde pour y défendre leurs intérêts tant elle les intéresse pour sa richesse en pétrole, et sa position stratégique. Tant que l'impérialisme dominera, il n'y aura pas de véritable stabilité et de véritable paix, ni au Moyen-Orient, ni dans le reste du monde.

ARGENTINE

Le président “ le plus fou ”

Le 19 novembre, Javier Milei, le candidat partisan affirmé d'un capitalisme sauvage, a remporté le deuxième tour de la présidentielle argentine avec 55 % des votants. Son adversaire, le péroniste Sergio Massa, n'en obtient que 44 %.

Milei, ex-économiste habitué des plateaux de télévision, devenu député il y a deux ans, a capté avec sa démagogie la colère d'une partie de la population mécontente de vivre dans un pays qui va de crise en crise. L'Argentine est prise dans les tenailles d'un prêt du FMI de 44 milliards, héritage laissé par la présidence de droite de Mauricio Macri (2016-2019), et d'une inflation approchant les 150 % l'an.

Mais il ne peut y avoir de miracle, même en donnant le pouvoir à un fou : « El loco » est en effet le surnom que Milei a acquis en brandissant pendant sa campagne une tronçonneuse destinée à couper dans l'État tout ce qui relève de la justice sociale et qu'il entend éliminer. Partisan

d'un État minimal, il veut privatiser tout ce qui peut encore l'être, et mettre un terme aux allocations et aides diverses qui permettent à 51 % de la population argentine de maintenir la tête hors de l'eau, alors que 40 % d'entre elle est considérée comme pauvre.

Milei prétend gouverner sans ministre du travail, de l'environnement, de la santé, de l'éducation, des femmes... on en passe. Et il a d'ores et déjà reçu le soutien de ses modèles politiques, Donald Trump et Jair Bolsonaro. Il a parlé aussi de supprimer la Banque centrale et le peso, la monnaie nationale, « un excrément » selon lui, pour la remplacer par le dollar. Il est aussi climatosceptique, anti-avortement, partisan de la vente libre des armes et des organes !

Si Milei parvient à mettre fin aux quelques mesures sociales que les péronistes maintenaient en direction des classes populaires, cela entraînera pour elles une plongée supplémentaire dans la misère. Le remplace-

ment du peso par le dollar, s'il a lieu, aura les mêmes effets.

Quant au droit à l'avortement qui fait partie de ses cibles, Milei a évoqué un référendum dont il espère qu'il le remettra en cause. Des organisations féministes ont déjà fait savoir qu'elles se mobiliseront contre cette attaque annoncée.

C'est à cela que les travailleurs, les chômeurs, les retraités doivent se préparer. Au minimum, comme ses prédécesseurs, Milei poursuivra les plans d'austérité : pas question de tronçonneuse quand il s'agit d'acquitter les traites du FMI, ce tribut impérialiste doit être honoré. Au pire, outre la remise en cause des programmes sociaux, il pourrait vouloir s'en prendre à ce qui fait la base du parti péroniste, c'est-à-dire les syndicats ouvriers, comme l'a fait une Thatcher en Grande-Bretagne dans les années 1980. Les travailleurs et les classes populaires doivent préparer leur riposte.

La lutte courageuse des travailleurs du textile

Au Bangladesh, les ouvriers du textile ont repris le travail le 13 novembre après trois semaines de grève, sans avoir obtenu l'augmentation de salaire demandée.

Alors que les travailleurs réclamaient un salaire minimum équivalent à 190 euros, contre 70 euros actuellement, le gouvernement l'a limité à 104 euros.

Ce résultat est loin de faire le compte face à l'inflation qui frappe la population. La présidente de la fédération des travailleurs du textile le rappelle : « depuis 2018 [année de la dernière augmentation], beaucoup d'aliments ont augmenté de 150 à 200 %. Tout ce qui constitue la base de la nourriture des ouvriers a doublé, comme les oignons, le riz, les lentilles. Les ouvriers ne peuvent vivre que vingt jours et, le reste du mois, ils vivent à crédit. »

La répression a été sévère, et ce dès le début du mouvement. Quatre ouvriers au moins ont été tués par la police, 140 arrêtés, ainsi que des militants syndicaux, et 10 000 ouvriers font l'objet de poursuites. Les menaces de licenciement planent sur les travailleurs qui ne retourneraient pas dans leur usine, et la Première ministre du pays s'en est servie pour leur enjoindre de reprendre le travail. Voyant cela, le principal dirigeant syndical, Babul Abker, a appelé à cesser le mouvement.

Le fait que le gouvernement tranche le conflit entre ouvriers et patrons du textile n'a rien d'étonnant. Déjà, plusieurs de ces derniers sont soit ministres, soit députés du parti majoritaire, mais surtout l'industrie



Ouvrières du textile, le 2 novembre à Dacca

textile représente à elle seule 85 % des 55 milliards de dollars des exportations annuelles, à destination des grandes marques occidentales de vêtement. Pas plus que les industriels bangladais, celles-ci ne souhaitent voir les salaires augmenter au risque de rogner leurs monstrueux profits. Quelques-unes ont timidement avancé que, peut-être, il serait bon que les salaires soient supérieurs, mais en se gardant bien de peser sur le gouvernement pour cela.

Les ouvriers bangladais du textile n'ont pu gagner, à travers cette grève, qu'une partie de l'augmentation de salaire qu'ils réclamaient en affrontant les patrons et le gouvernement. Mais ce n'est pas la première fois qu'ils relèvent la tête en se faisant craindre et respecter, ne serait-ce que par leur détermination et leur nombre, et ce ne sera pas la dernière.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Visiter le site
<https://www.lutte-ouvriere.org/>
